

TENDANCES

Portes Ouvertes - Index mondial de persécution 2019

Il y a cinq ans, seule la Corée du Nord entrait dans la catégorie « extrême » de persécution des chrétiens. Dans l'index 2019, comme dans celui de 2018, onze pays se trouvent dans cette catégorie.

Depuis 2006 environ, et plus encore depuis 2012, l'index enregistre chaque année une augmentation de la persécution des chrétiens dans le monde. Cette année, un nombre de pays plus élevé que jamais, sont entrés dans la liste sans pour autant avoir présenté une nette hausse dans le domaine de la violence. Cela tient au fait qu'il y a eu plus de discrimination et d'hostilité dans les domaines structurel, juridique et social.

Tendance 1 – Autoritarisme de l'Etat, lois supplémentaires pour contrôler la religion

Pour la dix-huitième fois de suite, la **Corée du Nord (n° 1)** figure en tête de l'index mondial de persécution, car c'est le régime autoritaire le plus oppressif du monde, dans lequel toute croyance qui n'est pas tournée vers le Guide suprême est un crime politique. Cependant, la tendance à l'autoritarisme d'Etat s'accroît dans de nombreuses régions du monde.

On le voit le plus clairement en **Chine (n° 27)**, où de nouvelles prescriptions sur la religion sont entrées en vigueur le 1^{er} février 2018. Le régime s'emploie désormais à empêcher l'accès à des enseignements religieux aux enfants et aux jeunes. Pour ce faire, il a fermé les écoles du dimanche, interdit les camps d'été et imposé aux églises de placer à leur entrée des écriteaux en interdisant l'accès aux moins de 18 ans.

En mars 2018, le président Xi Jinping a été autorisé à gouverner à vie – il est le premier depuis Mao à détenir un tel pouvoir. La Chine a également annoncé son plan quinquennal pour « promouvoir le christianisme chinois en Chine ». Les églises chinoises doivent hisser le drapeau national plus haut que la croix et chanter l'hymne national avant chaque service religieux. La plus grande église de maison de Pékin, Sion, forte de 1500 membres, a été fermée en septembre parce qu'elle refusait d'installer des caméras de surveillance tournées vers l'assistance. Les réunions de croyants continuent d'être la cible de descentes de police dans plusieurs provinces, surtout dans celle, rurale, du Henan en Chine centrale, où 60% des milliers d'églises ont été fermées. (Deux des cinq principaux réseaux d'églises de maison ont commencé dans cette province.)

Le même autoritarisme d'Etat pèse aussi sur les chrétiens au **Vietnam (n° 20)**, où la première loi sur la croyance et la religion s'applique depuis le 1^{er} janvier 2018. Le Vietnam traite la religion comme un problème social et une menace potentielle pour la sécurité nationale.

En **Birmanie (Myanmar, n° 18)**, l'autoritarisme d'Etat s'allie au nationalisme. Le premier cardinal catholique du pays, Charles Bo, affirme que « durant les décennies de conflit armé, les militaires ont fait de la religion un instrument d'oppression [ethnique]. » La majorité des chrétiens karens et les chrétiens de l'Etat kachin sont les plus durement touchés par l'oppression venue du gouvernement.

Tendance 2 – Des gouvernements ultranationalistes déclarent les minorités chrétiennes « étrangères »

Des pays toujours plus nombreux connaissent une dérive du nationalisme vers un ultranationalisme qui non seulement considère les minorités, même respectueuses des lois, comme une menace, mais les forcent également, par la violence, à abandonner leur identité ou même à quitter le pays. L'exemple le plus net en est l'**Inde (n° 10)**, où l'on utilise des lois pour appuyer le programme ultranationaliste croissant. Le gouvernement dirigé par le BJP encourage un hindouisme extrémiste et militant. Pour être Indien, il faut être de religion hindoue.

La persécution des chrétiens a massivement augmenté depuis l'entrée en fonction du Premier ministre Narendra Modi en mai 2014. Les cas de violence augmentent d'année en année, principalement parce que la police et les autorités locales laissent souvent s'installer une culture de l'impunité. Les hindous militants tabassent les pasteurs, tentent de les expulser de leur village, violent leur femme et menacent même leurs jeunes enfants. Ceci reflète d'ailleurs une tendance mondiale, où l'on voit de plus en plus les exactions ciblant directement les femmes et les enfants faire partie intégrante de la dynamique de persécution.

Les hindous militants voient les chrétiens comme une menace pour la nation, en raison de leur nombre croissant et de leur forte présence dans les régions tribales. L'an dernier, au moins 12'500 chrétiens et une centaine d'églises ont été attaqués – pour ne parler que des cas documentés. Comme un grand nombre d'incidents ne sont pas documentés, les chiffres réels pourraient être beaucoup plus élevés.

Tendance 3 – Propagation de l'islam radical du Moyen-Orient à l'Afrique subsaharienne

La troisième tendance que l'on remarque à la lecture de l'Index mondial de persécution, c'est que, si les violences de l'Etat islamique et d'autres islamistes militants au Moyen-Orient ne font généralement plus les grands titres, leurs pertes territoriales ne sont pas synonymes d'extinction mais signifient que leurs combattants se sont dispersés dans de nombreux pays, non seulement au Moyen-Orient, mais de plus en plus aussi en Afrique subsaharienne.

Depuis 2017, les islamistes militants sont montés en puissance en Egypte, en Somalie, en Libye ainsi qu'au Yémen (dans la péninsule Arabique), où ils continuent à recruter et à occuper des territoires.

En **Egypte (n° 16)**, qui compte la plus importante population chrétienne du Moyen-Orient (les Coptes), l'Etat islamique et d'autres groupes djihadistes continuent de terroriser la communauté chrétienne. Par deux fois en 18 mois, sur la même route, un autobus rempli de pèlerins a été attaqué et ses occupants massacrés.

A cause du caractère fortement tribal de la société en **Somalie (n° 3)**, tout musulman qui se convertit au christianisme est probablement découvert immédiatement par sa famille et ses amis et risque la mort.

Etat « défaillant » sans gouvernement unifié, la **Libye (n° 4)** reste un environnement mortel, surtout pour les migrants d'Afrique subsaharienne tenus prisonniers. Des sources fiables rapportent qu'au moins dix chrétiens ont été tués uniquement à cause de leur foi.

Au **Yémen (n° 8)**, une communauté petite mais grandissante de chrétiens autochtones d'origine musulmane vient en aide à la collectivité, malgré le grand danger, dans la guerre meurtrière que se livrent l'Iran et l'Arabie saoudite par soldats yéménites interposés.

Parmi les pays à niveau de persécution « élevé » (41 points ou plus) mais qui ne figurent pas dans les 50 premiers, 18 sur 23 se trouvent en Afrique subsaharienne. Cette région pose l'un des plus grands défis sécuritaires dans un contexte qui cumule toujours davantage faiblesse de la gouvernance, pauvreté et islam radical. La **République démocratique du Congo (RDC) (n°54)** et le **Mozambique (n° 65)** en sont des exemples.

Le mélange redoutable entre islam radical et conflits régionaux ou locaux continue à causer la mort de nombreux chrétiens africains dans le nord-est du **Kenya (n° 40)**, en **République centrafricaine (n° 21)** et dans le nord et le centre du **Nigeria (n° 12)**.

Le plus haut niveau de violence

Même si Boko Haram continue ses attentats meurtriers, la persécution des chrétiens par ce groupe islamiste n'est plus aussi intense que ces dernières années. En revanche, le long de la zone de conflit entre islam et chrétiens au centre du Nigeria, des décennies de changement climatique et de désertification rampante combinées à une croissance démographique rapide ont conduit à une lutte pour la terre et les ressources. L'intensification du conflit entre les éleveurs nomades peuls à majorité musulmane et les agriculteurs locaux à majorité chrétienne, dans la région dite ceinture centrale, fait que les chrétiens continuent à connaître le plus haut niveau de violence possible (16,7 points dans la catégorie « violence ») dans l'Index mondial de persécution. Cela amène de nombreux chrétiens à penser que ces attaques font partie d'un nettoyage ethnique et religieux. Si l'on ne tenait compte que des persécutions « violentes », le Nigeria serait en première place cette année avec le Pakistan.

Développements positifs

Pakistan: une lueur d'espoir?

Le président de la Cour suprême du Pakistan, Mian Saqib Nisar – au risque de sa propre vie – a tenu sa promesse d'entendre l'appel de la chrétienne pakistanaise Asia Bibi devant la Cour suprême avant de prendre sa retraite début 2019. Lui-même et les deux autres juges l'ont acquittée, déclarant que son accusatrice avait menti et que l'accusation de blasphème, pour laquelle Asia avait passé huit ans dans le couloir de la mort, était une invention. Hélas, ce verdict révolutionnaire a été remis en question par plusieurs jours de protestations massives et de soulèvements dans tout le Pakistan, déclenchés par des groupes islamiques radicaux réclamant la mort des trois juges et d'Asia Bibi. Bien que celle-ci soit « libre » en théorie, elle craint toujours pour sa vie et n'est pas autorisée à quitter le Pakistan pour demander l'asile dans un pays où elle et sa famille seraient en sécurité.

Corée du Nord : de nouvelles attentes

Bien qu'au sommet de l'indice mondial de persécution depuis 2002, les rencontres diplomatiques précédents le sommet entre Donald Trump et Kim Jong Un ont conduit à la libération de trois chrétiens américains des prisons nord-coréennes. Deux d'entre eux étaient professeurs à l'Université des sciences et technologies de Pyongyang ; ils ont été arrêtés en 2017 et accusés de « mauvaise conduite à l'égard du régime ». L'Université de la capitale nord-coréenne a maintenant changé ses pratiques de recrutement. Le troisième était un pasteur qui avait été condamné pour espionnage.

Égypte : lentes accréditations d'églises

Dans le pays, 3'700 églises chrétiennes attendent d'être enregistrées en vertu d'une loi de 2016. Fin août, 220 étaient enregistrés, rejointes en octobre par 120 autres, soit un total de 340 ou 9 %. Cependant, à cette vitesse, il faudra 12 ans pour que toutes les églises du pays soient légalisées.